

Fédération des Yvelines

NON à la FERMETURE des GUICHETS des LIGNES J

Depuis des années les retards, les trains supprimés se multiplient sur la ligne J.

Une nouvelle dégradation est décidée : la fermeture des guichets de vente de billets.

« (...) Intitulé Trajectoire Gares, ce plan inclurait notamment la fermeture de plus de vingt gares en Île-de-France et entrerait en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2022, dénonce la Cgt. **Selon les dires du syndicat, ce dispositif concernerait les gares des lignes Paris/ Gisors (toutes les gares entre Conflans-Sainte-Honorine et Gisors) et Paris/Mantes-la-Jolie, ainsi que la gare de La Frette-Montigny.** « Celles de Limay et Aubergenville (Yvelines) sont incluses dans le projet. En tous cas, c'est très inquiétant pour l'avenir du service public, même si rien n'est encore totalement arrêté. Si tout le monde se mobilise, la SnCF pourrait reculer au moins sur certains points », insiste Laurent Kunz, secrétaire général du syndicat Cgt de Mantes & Vexin.

(...) La circulation des trains ne serait pas perturbée, en revanche, exit les guichets de vente présents en gare et les agents SnCF pour laisser place à des bornes automatiques, afin d'acheter son billet. Selon la Cgt, cette transformation aurait pour conséquence la suppression d'environ 90 postes. » lu dans la Gazette du Val d'Oise.

Une pétition initiée par la CGT cheminot de PSL (Paris Saint Lazare) a recueilli 2517 signatures : non au démantèlement du service public et la fermeture des gares de vos lignes J

Le POID se prononce pour l'unité en DEFENSE du SERVICE PUBLIC, UNITE pour le MAINTIEN de TOUS LES GUICHETS sur les lignes J

Pour le POID, le patronat, Macron et son gouvernement utilisent la période de pandémie pour détruire tous les acquis sociaux des salariés.

Cela se traduit par la destruction des services publics, (POSTE, SNCF...) des hôpitaux, des écoles, l'allongement du temps de travail chez les territoriaux, la destruction de l'assurance chômage et le projet de réforme des retraites.

Mais cela se traduit aussi dans les entreprises privées par la remise en cause de tous les accords et usages et le recours massif aux emplois précaires.

Une urgence : en finir avec cette politique, chasser Macron et s'engager sur la voie de la rupture !

S'engager sur la voie de la rupture, cela signifie annuler la hausse des tarifs du gaz et de l'électricité, revenir aux monopoles de service public, créer les centaines de milliers d'emplois indispensables à l'école, aux hôpitaux, aux services publics et interdire les licenciements !

Et qu'on ne vienne pas nous dire qu'il n'y a pas d'argent pour ces mesures : depuis le début de la pandémie, le gouvernement a offert 560 milliards d'euros aux capitalistes qui ont principalement servi à spéculer et à licencier.

Le POID est partisan d'une Assemblée constituante par laquelle le peuple définira lui-même ce que doivent être des institutions démocratiques et une politique au service de la majorité.

C'est pourquoi le POID soutient la conférence nationale pour l'unité du 16 octobre et l'organisation dans tout le pays des assemblées ouvrières pour l'unité, pour la rupture ouvrière, pour en finir avec Macron et sa politique.